

6 International

Au Royaume-Uni, on nage en eaux troubles

BACTÉRIES Les plages et rivières britanniques n'ont jamais été aussi polluées. Les compagnies des eaux sont pointées du doigt pour avoir trop peu investi dans une infrastructure brinquebalante

JULIE ZAUGG, LONDRES
X @JulieZaugg

La longue perche munie d'un réceptacle en métal plonge plusieurs fois dans la Tamise, avant que Dave Wallace ne la ramène sur la berge herbeuse à proximité de Henley, une bourgade pittoresque connue pour ses courses d'aviron. Il verse un échantillon d'eau dans un tube contenant une poudre blanche, puis attend quelques minutes. La préparation prend une teinte rose vif.

«Le niveau de nitrates est trop élevé», bougonne le grand bonhomme. Qui répète la procédure pour les phosphates: il y en a trop, également. Puis il verse de l'eau dans un flacon bleu muni d'un écran. Ce laboratoire portable mesure la présence de la bactérie *E. coli*. Aujourd'hui, il y en a 2571 UFC [ou «unité formant colonie», une valeur qui permet d'estimer le nombre de bactéries dans un échantillon, ndlr], par 100 millilitres. «La limite pour pouvoir se baigner en toute sécurité est fixée à 900 UFC/100 ml», glisse ce fournisseur de services informatiques. Il y a quelques mois, un échantillon d'eau pris au même endroit a livré une valeur de... 25 000 UFC/100 ml.

«Je nageais dans de la matière fécale»

Dave Wallace a commencé à s'activer après une expérience particulièrement désagréable. «J'ai pris part à un marathon aquatique à l'été 2022, relate-t-il. Vers la fin de la course, je me suis rendu compte que la rivière était remplie d'une boue brune. Je nageais littéralement dans de la matière fécale.» Il décide alors de mener l'enquête et se met à effectuer des prélèvements quotidiens, qu'il publie sur la plateforme de surveillance citoyenne des eaux Earthwatch.

Il obtient aussi une carte montrant les canaux par lesquels la station d'épuration locale déverse ses eaux traitées dans la Tamise. «J'ai découvert que l'eau qui en sort contient systématiquement trop de nutriments et de bactéries, détaille-t-il. Il lui arrive aussi d'émettre des eaux non traitées, en général au milieu de la nuit.» Une pratique qui n'est en fait autorisée qu'en cas de grosses pluies, pour éviter de surcharger le système. Le mauvais état de la Tamise à Henley n'est que le reflet d'une crise qui affecte l'ensemble des rivières au Royaume-Uni. «En Angleterre, seuls 15% des cours d'eau sont en bonne santé écologique. Aucun ne contient des produits chimiques à un niveau acceptable», relève Charles Watson, le fondateur de l'ONG River Action. Ce printemps, une enquête d'Earthwatch a montré que 75% des cours d'eau britanniques contenaient des niveaux excessifs de nitrates et de phosphates.

La situation n'est guère meilleure sur les plages du pays, régulièrement interdites à la baignade à cause de la présence de bactéries comme *E. coli* ou les entérocoques. Les conséquences pour les citoyens peuvent être graves. Cet été, 17 000 foyers à Brixham, dans le Devon, ont reçu l'ordre de faire bouillir l'eau du robinet avant de la consommer car elle avait été contaminée par un micro-organisme appelé *Cryptosporidium*. Une centaine

de personnes sont tombées malades, souffrant de vomissements et de diarrhées.

Les effets ne sont pas moins graves pour l'environnement. «La pollution provoque des proliférations d'algues qui étouffent la vie végétale et animale dans les cours d'eau», relève Charles Watson. Au cœur de Lake District, une zone touristique du nord-ouest du pays, le lac Windermere se recouvre régulièrement d'un tapis bleu-vert imprégné de dangereuses toxines en raison des émissions polluantes d'une station d'épuration voisine.

Comment en est-on arrivé là? Privatisées par Margaret Thatcher il y a une trentaine d'années, «les compagnies des eaux se sont endettées à l'excès, tout en reversant d'importants dividendes à leurs actionnaires et des bonus à leurs directeurs», explique Charles Watson. Depuis 1989, ces firmes, pour la plupart détenues par des sociétés de capital-risque étrangères comme BlackRock, des banques ou des fonds de pension, ont payé 78 milliards de livres (86,6 milliards de francs suisses) en dividendes et contracté 64 milliards de livres (70,9 milliards de francs suisses) en dettes.

«Résultat: elles ont trop peu investi dans leurs infrastructures», constate l'expert. Les stations d'épuration britanniques sont vétustes et inefficaces. «Elles ne parviennent pas à traiter les volumes d'eau nécessaires, ce qui les oblige à émettre des eaux usées, et cela même lorsqu'il n'y a pas eu de fortes pluies, en contravention de la loi», dit Giles Bristow. En 2023, elles se sont adonnées à la pratique durant 3,6 millions d'heures, en hausse de 54% par rapport à l'année précédente.

En août, le gouvernement a amendé trois compagnies des eaux à hauteur de 168 millions de livres (186 millions de francs) en raison de leurs déversements illégaux. Les huit autres firmes opérant en Angleterre et au Pays de Galles sont sous enquête pour des pratiques similaires. La société qui dessert le grand Londres, Thames Water, dont la dette atteint 15,2 milliards de livres (16,86 milliards de francs) a de son côté été placée en juillet sous la tutelle de l'Etat pour éviter une faillite imminente.

«Les compagnies des eaux doivent être au service des citoyens. Pas de leurs actionnaires»

DAVE WALLACE, FOURNISSEUR DE SERVICES INFORMATIQUES

Au sein de la population, la colère gronde désormais. Certains consommateurs ont cessé de payer leurs factures et Surfers Against Sewage a réuni des milliers de protestataires en mai lors d'une journée d'action. Début septembre, le nouveau gouvernement travailliste a présenté une nouvelle loi prévoyant la prison pour les directeurs des compagnies des eaux et l'interdiction de leur verser des bonus en cas de pratiques polluantes. A Henley, Dave Wallace aimerait que les autorités aillent plus loin. «Il faut nationaliser les compagnies des eaux, estime-t-il. Elles doivent être au service des citoyens. Pas de leurs actionnaires.» ■

A Budapest, un chantage migratoire crée la zizanie

ASILE Le gouvernement Orban menace d'envoyer des migrants par bus à Bruxelles, refusant de payer une amende de 200 millions d'euros infligée par la justice européenne. La Commission et le gouvernement belge fustigent la provocation hongroise

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
X @vdegraffenried

«Un aller simple gratuit pour Bruxelles!» La dernière provocation de la Hongrie ne cesse de faire réagir. En réponse à une amende record de 200 millions d'euros qui lui a été infligée par la Cour européenne de justice pour non-respect des traités en matière d'asile, Budapest crie au scandale, se braque et vitupère. Et c'est devant une rangée de bus jaunes que les autorités hongroises ont dégainé leur arme favorite. Le chantage? «Si c'est comme ça, on vous envoie des migrants par cars entiers!»

Pour l'heure, il ne s'agit que de menaces. Aux dernières nouvelles, aucun bus rempli de migrants n'est arrivé à Bruxelles. Mais les réactions n'ont pas tardé. Lundi, le maire de Bruxelles et le gouvernement belge sont montés au front. «Décidément le gouvernement hongrois, qui en plus prêche l'UE, ne recule devant aucune provocation. Je demande à Alexander de Croo [premier ministre, ndlr] et Annelies Verlinden [ministre de l'Intérieur, ndlr] de bloquer ces bus à la frontière», écrit Philippe Close, bourgmestre de Bruxelles, sur X. «Combien de temps allons-nous tolérer ces provocations d'un pays que nous subventionnons?»

La secrétaire d'Etat belge à l'asile et la migration, Nicole de Moor, a de son côté fustigé un «genre de bravade néfaste et contre-productif», qui «sape la solidarité et la coopération au sein de l'Union». Et a confirmé que la Belgique n'accueillerait pas de «flux migratoires qui sont instrumentalisés de cette manière».

Georges-Louis Bouchez, le président du parti MR (Mouvement réformateur), y a aussi mis son grain de sel, ce qui n'a pas manqué de faire grincer des dents.

«Ce n'est pas vous qui voulez accueillir tous les migrants dans votre grande générosité? La Hongrie a raison de montrer à cette gauche bien-pensante les effets réels de sa politique. Vous refusez les renvois des sans-papiers, le recours à Frontex et le *pushback*... Et vous vous plaignez après? Quelle indignité», a-t-il écrit sur X, en répondant au maire de Bruxelles. Interrogé par *Le Soir*, Georges-Louis Bouchez a ensuite un peu modéré ses propos, assurant ne pas soutenir la provocation hongroise. Mardi, c'est la Commission européenne qui, après avoir préféré garder le silence, a finalement aussi donné de la voix. Et promis qu'elle ferait usage de tous ses pouvoirs juridiques à disposition pour empêcher la Hongrie d'envoyer des migrants à Bruxelles.

«Cette action, si elle était menée à bien, constituerait une violation flagrante de la législation européenne»

UNE PORTE-PAROLE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

«Cette action, si elle était menée à bien, constituerait une violation flagrante de la législation européenne, mais aussi du principe de coopération sincère et loyale, ainsi que de la confiance mutuelle. En outre, elle porterait atteinte à la sécurité de l'espace Schengen dans son ensemble», a fait savoir une porte-parole.

La Hongrie avait déjà proféré ses menaces en août, alors que la décision de la Cour européenne de justice remonte à juin. L'amende de 200 millions d'euros est d'ailleurs assortie d'une pénalité d'un million d'euros par jour de retard de paiement. Mais les tensions ont bien augmenté vendredi avec une opération médiatique hongroise savamment mise en scène. «L'UE

veut forcer la Hongrie à laisser entrer les clandestins que nous stoppons à la frontière sud du pays [avec la Serbie, ndlr]», a dénoncé le vice-ministre de l'Intérieur Bence Retvari, devant une flotte de bus jaunes avec l'indication «Röszke-Brüsszel». «Eh bien, après l'application des procédures européennes, nous allons leur offrir un aller simple gratuit vers Bruxelles. Si Bruxelles veut des migrants illégaux, elle les aura.»

Comme aux Etats-Unis

Voilà qui fait penser à des méthodes appliquées aux Etats-Unis. En septembre 2022, à l'approche des élections de mi-mandat, les gouverneurs républicains de Floride, du Texas et d'Arizona ont choisi de délibérément envoyer des migrants vers des «sanctuaires démocrates» du pays. Et cette fois, les menaces ont bien été exécutées. Des bus et même des avions ont été affrétés. Ron DeSantis, le gouverneur de Floride aux ambitions alors présidentielles, a par exemple revendiqué la paternité de l'envoi de deux avions de migrants vers Martha's Vineyard, une île huppée au large de Providence, dans le nord-est des Etats-Unis.

Mais revenons à la Hongrie. Depuis la crise des réfugiés de 2015, le dirigeant souverainiste hongrois Viktor Orban n'a cessé de barricader son pays. Sur X, il s'est empressé, mardi, de saluer la décision de l'Allemagne d'imposer des contrôles stricts aux frontières pour stopper la migration illégale. Et d'adresser un «bienvenue au club!» au chancelier allemand Olaf Scholz. Autre source d'inquiétude pour Bruxelles, la décision de Budapest d'assouplir sa politique de visas envers les citoyens russes et biélorusses.

Dix-neuf milliards d'euros de fonds européens destinés à la Hongrie sont toujours gelés par Bruxelles, qui accuse Budapest de manquements à l'Etat de droit. L'amende non payée pourrait être prélevée sur ces fonds. Mais Viktor Orban, lui, préfère agiter le spectre de présenter une facture à Bruxelles pour les «milliards» dépensés pour la protection de ses frontières. La tension n'est pas près de retomber. ■

Le calvaire imposé aux demandeurs d'asile

CONDITIONS En Hongrie, le droit d'asile est détricoté par le gouvernement Orban depuis 2015. Et le pouvoir magyar ne finance plus l'hébergement des réfugiés ukrainiens de zones non considérées en guerre

JOËL LE PAVOUS, BUDAPEST
X @J_lepavous

Dans le sud-est de Budapest, 90 réfugiés ukrainiens occupent un ancien foyer pour sans-abris géré par la mairie écologiste de la capitale hongroise. Beaucoup de femmes et d'enfants mineurs, arrivés au début de la guerre. Certaines femmes sont venues avec un mari avant la mobilisation. D'autres ont rejoint un époux qui travaillait en Hongrie avant l'invasion russe. La plupart des hébergés sont des Roms de Transcarpatie, région frontalière de la Hongrie abritant une minorité magyarophone.

Solutions temporaires

«Nous gérons quatre foyers: deux à Budapest, un à Fonyod sur le lac Balaton et un à Piliszentpál près de Budapest», indique Judit Szentirmai, collaboratrice du programme d'accueil de la municipalité. «Ces personnes n'ont pas de soutien familial et peu de moyens. Nous les aidons à devenir autonomes. Les enfants sont scolarisés et la majorité des adultes ont un emploi. Mais être Rom avec beaucoup d'enfants complique la location d'un logement, d'autant plus au vu des loyers très élevés», précise-t-elle.

L'ONU recense 62 000 réfugiés ukrainiens en Hongrie. Au total, la ville de Budapest loge 200 personnes sur environ 4000 trop chers pour l'Etat. «L'ori-

gine rom ne donne pas non plus le droit à un logement et à des repas gratuits, assumés par le contribuable, aux familles séjournant en Hongrie depuis plusieurs années et ne cherchant pas d'emploi», argumente Norbert Pal, le commissaire gouvernemental chargé des personnes fuyant la guerre russo-ukrainienne. Depuis le 21 août, la Hongrie ne finance plus l'hébergement des réfugiés non issus de régions «directement touchées par les opérations militaires ukrainiennes». Les associations arrachent des sursis et dénichent des hébergements provisoires, mais cela ne règle en rien le problème à long terme.

Refoulements musclés

«Deux à trois mille personnes n'ont plus de logement et une centaine n'ont obtenu qu'une extension d'un mois», explique Aniko Bakonyi, directrice du programme pour les réfugiés de l'ONG Comité Helsinki. «Les citoyens ukrainiens qui vivaient en Ukraine avant le 24 février 2022 bénéficient d'un statut de protection temporaire, prolongé chaque année. Discriminer les réfugiés selon leur région viole le droit européen», développe la juriste.

Depuis la crise des réfugiés de 2015, les migrants sont les ennemis de l'exécutif magyar. La loi «Stop Soros» de 2017, casée par la justice européenne en 2021, criminalisait l'aide aux migrants. Les demandeurs d'asile endurent un calvaire alors que le pouvoir importe quantité de travailleurs asiatiques pour les usines de batteries électriques qui se multiplient.

Les deux zones de transit de la frontière serbo-magyare, où les requérants

déposaient leurs dossiers, ont été fermées en 2020 à la suite d'un verdict de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) condamnant les mauvais traitements et les détentions arbitraires. Le réalisateur iranien Abouzar Soltani et son fils de 14 ans, Armin, recouvrèrent la liberté après 553 jours dans celle de Röszke. Les migrants vivaient dans des conteneurs surveillés au pied de la clôture barbelée de 175 kilomètres érigée par la Hongrie.

Les candidats à l'asile doivent désormais se rendre à Kiev ou à Belgrade pour soumettre leur demande. Un procédé jugé contraire au droit européen par la CJUE en juin 2023. Malgré un arrêt de la CJUE en décembre 2020 et une amende de 200 millions d'euros pour non-respect du droit d'asile, les autorités magyares poursuivent les refoulements illégaux et très souvent musclés vers la Serbie, pratiqués depuis 2016. Et qu'importe que la majorité provienne de zones de guerre, beaucoup se retrouvent à la merci de passeurs. «Depuis 2015, la Hongrie a systématiquement démolé un système d'asile fonctionnel», note le Comité Helsinki.

L'intraitable Hongrie s'est opposée au Pacte européen sur l'asile et la migration qui renforce les contrôles aux frontières, multiplie les centres fermés et facilite la reconduction des requérants irréguliers. Mais, selon Orban, ce texte impose la solidarité en encourageant l'immigration illégale et le trafic d'humains. Seulement voilà: entre fin avril et fin août 2023, l'exécutif magyar a libéré plus de 1400 passeurs... pour faire des économies et soulager les prisons. ■